

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Fabien-de-Panet

Code géographique : 18015

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Lapointe, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Saint-Fabien-de-Panet pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

Signature

Date

2016-04-04

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la municipalité de Saint-Fabien-de-Panet et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Saint-Fabien-de-Panet et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité de Saint-Fabien-de-Panet inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 11, 23-1, 23-2 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

(déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Lemieux Nolet

LEMIEUX NOLET

Comptables professionnels agréés, S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA permis no A111747

Lac-Etchemin (Québec)

DATE 2016-03-10

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	
Revenus							
Fonctionnement							
1 Taxes	752 927	776 582	785 250				785 250
2 Compensations tenant lieu de taxes	90 546	77 856	83 719				83 719
3 Quotes-parts						824	
4 Transferts	295 469	323 641	368 667				368 667
5 Services rendus	52 583	6 500	66 631				66 631
6 Imposition de droits	26 123	14 000	19 432				19 432
7 Amendes et pénalités	1 004						
8 Intérêts	4 681	750	5 697			2	5 699
9 Autres revenus	6 785	47 441	15 505				15 505
10	1 230 118	1 246 770	1 344 901			826	1 344 903
Investissement							
11 Taxes							
12 Quotes-parts							
13 Transferts			75 301				75 301
14 Autres revenus							
15 Contributions des promoteurs							
16 Autres	4 983						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales							
17	4 983		75 301				75 301
18	1 235 101	1 246 770	1 420 202			826	1 420 204
Charges							
19 Administration générale	255 111	280 720	251 199		2 974		254 173
20 Sécurité publique	131 419	128 192	146 633		24 676		171 309
21 Transport	314 114	301 170	323 853		34 692		358 545
22 Hygiène du milieu	249 826	277 399	262 836		110 467	776	373 255
23 Santé et bien-être	4 505		4 071				4 071
24 Aménagement, urbanisme et développement	48 768	60 745	48 935		411		49 346
25 Loisirs et culture	167 322	162 735	140 246		22 934		163 180
26 Réseau d'électricité							
27 Frais de financement	14 080	12 500	12 094				12 094
28 Amortissement des immobilisations	192 455	193 960	196 154		(196 154)		
29	1 377 600	1 417 421	1 386 021			776	1 385 973
30	(142 499)	(170 651)	34 181			50	34 231
Excédent (déficit) de l'exercice							

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalisations 2014		Budget 2015		Réalisations 2015	
	Administration municipale		Administration municipale		Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice						
Moins: revenus d'investissement	1	(142 499)	(170 651)	34 181	50	34 231
	2	(4 983)		(75 301)		(75 301)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice						
avant conciliation à des fins fiscales	3	(147 482)	(170 651)	(41 120)	50	(41 070)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	192 455	193 960	196 154	5	196 159
Produit de cession	5					
(Gain) perte sur cession	6					
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	192 455	193 960	196 154	5	196 159
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(23 109)	(23 309)	(23 309)		(23 309)
	18	(23 109)	(23 309)	(23 309)		(23 309)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(17 120)		(21 331)		(21 331)
Excédent (déficit) accumulé	20	8 353				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21					
Excédent de fonctionnement affecté	22	(8 238)		(4 350)		(4 350)
Réserves financières et fonds réservés	23					
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir						
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(17 005)	170 651	(25 681)		(25 681)
	26	152 341		147 164	5	147 169
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	4 859		106 044	55	106 099

∞ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	4 983		75 301	75 301
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(6 161)	()	()	()
Sécurité publique	3	(15 840)	()	(7 171)	(7 171)
Transport	4	()	()	()	()
Hygiène du milieu	5	()	()	(18 662)	(18 662)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(43 738)	()	(70 799)	(70 799)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(65 739)	()	(96 632)	(96 632)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	12	(13 801)	()	()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13				
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	17 120		21 331	21 331
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	57 437			
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17				
	18	74 557		21 331	21 331
	19	(4 983)		(75 301)	(75 301)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20				

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalisations 2014 Administration municipale	Budget 2015 Administration municipale	Administration municipale	Réalisations 2015 Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(142 499)	34 181	50	34 231
Variation des immobilisations					
Acquisition	2 (	65 739) (	96 632) (	) (	96 632)
Produit de cession	3				
Amortissement	4	192 455	196 154	5	196 159
(Gain) perte sur cession	5				
Réduction de valeur / Reclassement	6				
	7	126 716	193 960	5	99 527
Variation des propriétés destinées à la revente	8				
Variation des stocks de fournitures	9				
Variation des autres actifs non financiers	10				
	11				
	12	(15 783)	23 309	55	133 758
Gains (pertes) de réévaluation nets	13				
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(15 783)	23 309	55	133 758
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	95 543	79 760	368	80 128
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16				
Actifs financiers nets redressés	17	95 543	79 760	368	80 128
(dette nette redressée) au début de l'exercice					
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	79 760	213 463	423	213 886

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2014		2015	
	Administration municipale		Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS				
Encaisse	1	167 748	273	286 323
Placements temporaires	2	200 000	161	101 129
Débiteurs (note 5)	3	189 757	9	243 836
Prêts (note 6)	4	13 801		13 801
Placements de portefeuille (note 7)	5			
Participations dans des entreprises municipales	6			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7			
Autres actifs financiers (note 9)	8			
	9	571 306	443	645 089
PASSIFS				
Découvert bancaire	10			
Emprunts temporaires (note 10)	11			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	86 192	20	87 049
Revenus reportés (note 12)	13	27 954		27 954
Dette à long terme (note 13)	14	377 400		316 200
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15			
	16	491 546	20	431 203
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	79 760	423	213 886
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations (note 15)	18	3 873 653	5	3 774 136
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	6 843		6 843
Stocks de fournitures	20			
Autres actifs non financiers (note 17)	21	6 260	7	6 267
	22	3 886 756	12	3 787 246
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	305 377	415	443 836
Excédent de fonctionnement affecté	24	32 000	15	15
Réserves financières et fonds réservés	25	34 788	39 138	39 138
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	()	()	()
Financement des investissements en cours	27			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	3 594 351	5	3 518 143
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29			
	30	3 966 516	435	4 001 132

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(142 499)	34 181	50	34 231
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	192 455	196 154	5	196 159
Autres					
- Changement % participation	3			4	4
-	4				
	5	49 956	230 335	59	230 394
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	195 342	(54 070)	3	(54 067)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(7 949)	837	1	838
Revenus reportés	9				
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12				
Autres actifs non financiers	13				
	14	237 349	177 102	63	177 165
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	65 739) (	96 632) (	) (	96 632)
Produit de cession	16				
	17	(65 739)	(96 632)		(96 632)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	13 801) (	) (	) (	)
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 (	) (	) (	) (	)
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22		(100 968)	(2)	(100 970)
	23	(13 801)	(100 968)	(2)	(100 970)
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24				
Remboursement de la dette à long terme	25 (	59 400) (	61 200) (	) (	61 200)
Variation nette des emprunts temporaires	26				
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27				
Autres					
-	28				
-	29				
	30	(59 400)	(61 200)		(61 200)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	98 409	(81 698)	61	(81 637)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	269 339	367 748	212	367 960
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	367 748	286 050	273	286 323

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations 2014 Administration municipale	Budget 2015 Administration municipale	Administration municipale	Réalisations 2015 Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	211 315	223 452	212 342	197	212 539
Charges sociales	2	32 400	36 886	33 631	30	33 661
Biens et services	3	759 341	825 567	768 214	175	768 389
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge	4	9 424				
De l'organisme municipal	5		12 500	9 053		9 053
D'autres organismes municipaux	6	4 656		3 041		3 041
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	7					
D'autres tiers	8					
Autres frais de financement						
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux	9	87 857	64 895	94 310		94 310
Quotes-parts	10	11 516	60 161	11 145	369	10 690
Autres	11	68 636		58 131		58 131
Autres organismes						
Amortissement des immobilisations	12	192 455	193 960	196 154	5	196 159
Autres						
-	13					
-	14					
-	15					
	16	1 377 600	1 417 421	1 386 021	776	1 385 973

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget	Réalisations	
		2015	2015	2014
Revenus				
Taxes	1	776 582	785 250	752 927
Compensations tenant lieu de taxes	2	77 856	83 719	90 546
Quotes-parts	3			
Transferts	4	323 641	443 968	295 469
Services rendus	5	6 500	66 631	52 583
Imposition de droits	6	14 000	19 432	26 123
Amendes et pénalités	7			1 004
Intérêts	8	752	5 699	4 683
Autres revenus	9	47 441	15 505	11 768
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	1 246 772	1 420 204	1 235 103
Charges				
Administration générale	12	283 830	254 173	257 777
Sécurité publique	13	152 489	171 309	154 944
Transport	14	335 737	358 545	348 806
Hygiène du milieu	15	387 873	373 255	360 223
Santé et bien-être	16		4 071	4 505
Aménagement, urbanisme et développement	17	61 156	49 346	49 179
Loisirs et culture	18	183 843	163 180	188 016
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	12 500	12 094	14 080
	21	1 417 428	1 385 973	1 377 530
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(170 656)	34 231	(142 427)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		3 966 902	4 109 329
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(1)	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		3 966 901	4 109 329
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		4 001 132	3 966 902

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalisations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(170 656)	34 231	(142 427)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	96 632) (	65 755)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		196 159	192 460
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		99 527	126 705
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11			
	12	(170 656)	133 758	(15 722)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(170 656)	133 758	(15 722)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		80 128	95 850
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		80 128	95 850
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		213 886	80 128

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	286 323	167 960
Placements temporaires	2	101 129	200 163
Débiteurs (note 5)	3	243 836	189 769
Prêts (note 6)	4	13 801	13 801
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	645 089	571 693
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	87 049	86 211
Revenus reportés (note 12)	13	27 954	27 954
Dette à long terme (note 13)	14	316 200	377 400
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	431 203	491 565
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	213 886	80 128
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	3 774 136	3 873 664
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	6 843	6 843
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 17)	21	6 267	6 267
	22	3 787 246	3 886 774
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	4 001 132	3 966 902

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	34 231	(142 427)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	196 159	192 460
Autres			
- Changement dans % particip.	3	4	14
-	4		
	5	230 394	50 047
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(54 067)	195 336
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	838	(7 951)
Revenus reportés	9		
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		
	14	177 165	237 432
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(96 632)	(65 755)
Produit de cession	16		
	17	(96 632)	(65 755)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	(13 801)
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22	(100 970)	(7)
	23	(100 970)	(13 808)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24		
Remboursement de la dette à long terme	25	(61 200)	(59 400)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(61 200)	(59 400)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	31	(81 637)	98 469
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	32	367 960	269 491
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	33	286 323	367 960

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Fabien-de-Panet est une personne morale de droit public régie par le code municipal du Québec (L.R.C. C.C. 27-1).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La municipalité participe au partenariat suivant : Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de l'Islet-Montmagny.

Les comptes de la municipalité et de l'autre organisme compris dans son périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de l'Islet-Montmagny pour l'exercice est de 2.40 %.

La municipalité ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la municipalité de Saint-Fabien-de-Panet, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

C) Actifs financiers**Trésorerie et équivalent de trésorerie**

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Encaisse et placements affectés

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

E) Actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés durant la période de construction ou d'amélioration. Le coût des immobilisations détenue en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service. La municipalité n'amortit qu'à partir de l'année suivant l'acquisition. Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice. Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

- Infrastructure : 10, 25 et 40 ans
- Bâtiments : 40 ans
- Véhicules : 10 et 20 ans
- Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans
- Outillage et équipement : 10 et 20 ans

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

s/o

I) Instruments financiers

s/o

J) Autres éléments

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

Les revenus de services rendus sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatés lors de l'émission des contraventions;

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2015, la municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 "Passif au titre des sites contaminés". Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucun impact.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	29 236	30 097
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	148 268	110 883
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	45 310	15 045
Organismes municipaux	8	9 115	19 778
Autres			
- Divers contribuables	9	11 907	13 966
-	10		
	11	243 836	189 769
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	39 563	77 454
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	39 563	77 454
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Organismes	19	13 801	13 801
-	20		
	21	13 801	13 801
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____)	(_____)
	27	_____	_____
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	2 417	2 138
	33	2 417	2 138
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.			
Note			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	51 913	60 626
Salaires et avantages sociaux	38	13 229	3 277
Dépôts et retenues de garantie	39	13 604	13 604
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres	43		
-	44	2 033	2 438
- Intérêts courus sur dette LT	45	6 250	6 250
- Frais courus	46	20	16
- Organismes municipaux	47		
	48	87 049	86 211
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50	27 954	27 954
Autres	51		
-	52		
	53	27 954	27 954
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015				2014			
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance					
	de	à	de	à				
Obligations et billets en monnaie canadienne	3,22	4,15	2022	2026	54	316 200	377 400	
Obligations et billets en monnaies étrangères					55			
Gains (pertes) de change reportés					56			
					57			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58			
Organismes municipaux					59			
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60			
Autres					61			
					62	316 200	377 400	
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	()	()	
					64	316 200	377 400	

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres		
2016	65	73	63 300	81	90	98
2017	66	74	24 600	82	91	99
2018	67	75	25 300	83	92	100
2019	68	76	25 900	84	93	101
2020	69	77	26 700	85	94	102
2021 et +	70	78	150 400	86	95	103
	71	79	316 200	87	96	104
Intérêts et frais accessoires			88	()		105
	72	80	316 200	89	97	106

Note

	2015		2014	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	107	213 886	80 128	
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108			
Autres	109			
	110	213 886	80 128	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	111	2 888 124	139		166		193	2 888 124	
Eaux usées	112	1 498 389	140		167		194	1 498 389	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	1 308 337	141		168		195	1 308 337	
Autres	114	311 800	142		169		196	311 800	
Réseau d'électricité	115		143		170		197		
Bâtiments	116	662 403	144		171		198	662 403	
Améliorations locatives	117		145		172		199		
Véhicules	118	354 395	146		173		200	354 395	
Ameublement et équipement de bureau	119	39 842	147		174	23	201	39 819	
Machinerie, outillage et équipement divers	120	82 334	148	7 171	175		202	89 505	
Terrains	121	20 370	149		176		203	20 370	
Autres	122	12 771	150		177		204	12 771	
	123	7 178 765	151	7 171	178	23	205	7 185 913	
Immobilisations en cours			152	89 461	179		206	89 461	
	125	7 178 765	153	96 632	180	23	207	7 275 374	
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	126	1 607 215	154	72 500	181		208	1 679 715	
Eaux usées	127	814 726	155	37 821	182		209	852 547	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	324 309	156	32 708	183		210	357 017	
Autres	129	82 939	157	10 349	184		211	93 288	
Réseau d'électricité	130		158		185		212		
Bâtiments	131	311 593	159	16 560	186		213	328 153	
Améliorations locatives	132		160		187		214		
Véhicules	133	87 495	161	18 151	188		215	105 646	
Ameublement et équipement de bureau	134	20 034	162	2 380	189	22	216	22 392	
Machinerie, outillage et équipement divers	135	44 019	163	5 690	190		217	49 709	
Autres	136	12 771	164		191		218	12 771	
	137	3 305 101	165	196 159	192	22	219	3 501 238	
VALEUR COMPTABLE NETTE		138	3 873 664				220	3 774 136	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	221		224		226		228		
Amortissement cumulé	222 (		225 (		227 (		229 (		)
Valeur comptable nette	223						230		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233	6 843	6 843
	234	6 843	6 843
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	6 843	6 843
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	6 267	6 267
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	6 267	6 267
Note			

18. Obligations contractuelles

En vertu de contrats signés avec des entrepreneurs échéant en 2017, la municipalité est engagée à payer les services d'entretien et de déneigement des chemins d'hiver et de ses installations pour une somme totale de 269 183 \$ se répartissant ainsi : 2016 - 165 251 \$ et 2017 - 103 932 \$.

En vertu d'un contrat signé avec un entrepreneur échéant en 2016, la Municipalité s'est engagée à verser en 2016 un montant total de 33 343 \$ pour assurer la cueillette des ordures ménagères et du recyclage. Elle s'est également engagée à verser une somme de 575 \$ par voyage pour le transport des ordures ménagères et de 391 \$ par voyage pour le transport du recyclage en 2016.

La Municipalité est engagée par contrat pour la location de matériel échéant en 2016 pour un montant de 3 435 \$.

La municipalité a convenu par résolution d'accorder une aide financière de 4 000 \$ par année en 2016 et 2017 à l'organisme Les Habitations Panet.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

s/o

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

b) Auto-assurance

s/o

c) Poursuites

s/o

d) Autres

s/o

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

20. Redressement aux exercices antérieurs

s/o

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présenté dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

s/o

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2015		2014
Encaisse	241	286 323		167 960
Découvert bancaire	242	()	()	
Placements temporaires	243	101 129		200 163
<i>Ajouter</i>				
-	244			
-	245			
-	246			
-	247			
<i>Déduire</i>				
-	248	(101 129)	(163)	
-	249	()	()	
-	250	()	()	
-	251	()	()	
-	252	()	()	
-	253	()	()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)				
à la fin de l'exercice	254	286 323		367 960

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

24. Fonds local d'investissement

2015

2014

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	259

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	262
Autres charges	263
	264

Excédent (déficit) de l'exercice**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

Actifs

Encaisse	266
Placements de portefeuille	267
Débiteurs	268
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269
Provision pour moins-value	270
	271
	272

Passifs

Créditeurs et charges à payer	273
Revenus reportés	274
Dette à long terme	275
	276

Solde du Fonds local d'investissement

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille

282

Revenus sur les prêts aux entreprises

283

Autres revenus

284

285

Charges

Créances douteuses

Radiation de prêts

286

Variation de la provision pour moins-value

287

288

Intérêts sur la dette à long terme

289

Autres charges

290

291

Excédent (déficit) de l'exercice

292

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse

293

Placements de portefeuille

294

Débiteurs

295

Prêts aux entreprises

296

Provision pour moins-value

297

() ()

298

299

Passifs

Créditeurs et charges à payer

300

Revenus reportés

301

Dette à long terme

302

303

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises

304

Excédent (déficit) non affecté

305

306

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres

307

Supportant les engagements de prêts

308

309

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**Note sur la dette à long terme****Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts****Note sur les autres revenus et les autres charges**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	443 836	305 752
Excédent de fonctionnement affecté	2	15	32 000
Réserves financières et fonds réservés	3	39 138	34 788
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)	()
Financement des investissements en cours	5		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	3 518 143	3 594 362
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	4 001 132	3 966 902
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	443 421	305 377
Organismes contrôlés	10	415	375
	11	443 836	305 752
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale	12		
-	13		12 000
- Projet St-Fabien se démarque	14		20 000
- Ascenseur au Centre Culturel	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21		32 000
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés	22	15	
- Exercice suivant	23		
-	24		
	25	15	
	26	15	32 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33		
Fonds parcs et terrains de jeux	34		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	39 132	34 782
Société québécoise d'assainissement des eaux	36		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	6	6
Financement des activités de fonctionnement	38		
Fonds local d'investissement	39		
Fonds local de solidarité	40		
Autres			
-	41		
-	42		
-	43		
-	44		
	45	39 138	34 788
	46	39 138	34 788

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

2015

2014

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**Modifications comptables du 1^{er} janvier 2000

Salaires et avantages sociaux	47 (	) (	)
Intérêts sur la dette à long terme	48 (	) (	)

Avantages sociaux futurs

Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	49 (	) (	)
Régimes non capitalisés	50 (	) (	)

Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007

Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	) (	)
Autres	52 (	) (	)
Régimes non capitalisés	53 (	) (	)

Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

54 () ()

Frais d'assainissement des sites contaminés

55 () ()

Mesures transitoires relatives à la TVQ

Utilisation du fonds général 56 () ()

Utilisation du fonds de roulement 57 () ()

Appariement fiscal pour revenus de transfert

58 () ()

Autres

- 59 () ()

- 60 () ()

61 () ()

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Mesure transitoire relative à la TVQ 62 () ()

Autre financement 63 () ()

64 () ()

Financement des investissements en cours

Financement non utilisé

65

Investissements à financer

66 () ()

67

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs

Éléments d'actif

Immobilisations	68	3 774 136	3 873 664
Propriétés destinées à la revente	69	6 843	6 843
Prêts	70	13 801	13 801
Placements à titre d'investissement	71		
Participations dans des entreprises municipales	72		
	73	3 794 780	3 894 308

Éléments de passif correspondant

Dette à long terme	74	316 200	377 400
Frais reportés liés à la dette à long terme	75		
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (	39 563) (	77 454)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 (	) (	)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 (	) (	)
	79	276 637	299 946

Dette en cours de refinancement et autres éléments 80

81 276 637 299 946

82 3 518 143 3 594 362

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	() ()
Charge de l'exercice	60	() ()
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	() ()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	() ()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	() ()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	()
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres	75		
	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques	88		
	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91		

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2015	2014
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 ☒ Oui
 95 ☐ Non

Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96

2015	2014
<u>5</u>	<u>3</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2015	2014
Cotisations des élus au RREM	97	<u>677</u>	<u>634</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	98	2 280	2 138
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99	<u>137</u>	
	100	<u>2 417</u>	<u>2 138</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale

Dette à long terme	1	316 200
--------------------	---	---------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	39 563
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	276 637
---	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	15	276 637
------------------------------	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	141 710
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	418 347
------------------------------------	----	---------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	418 347
---	----	---------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES		2015	2015	2015	2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	486 067	488 987	488 987	459 644
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	2 148	2 145	2 145	2 158
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	21 725	10 961	10 961	10 831
Activités de fonctionnement	6	85 500	64 269	64 269	63 370
Activités d'investissement	7				
Autres	8	1 500			
	9	596 940	566 362	566 362	536 003
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	18 028	28 483	28 483	29 080
Égout	11	18 028	28 482	28 482	29 080
Traitement des eaux usées	12	31 416	32 592	32 592	29 856
Matières résiduelles	13	99 830	101 173	101 173	100 538
Autres					
-Recyclage	14	12 340	12 462	12 462	12 311
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		4 514	4 514	4 982
Service de la dette	18		11 182	11 182	11 077
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	179 642	218 888	218 888	216 924
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	179 642	218 888	218 888	216 924
	26	776 582	785 250	785 250	752 927

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2015	2015	2015	2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES					
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	27				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	28				
Taxes d'affaires	29				
Compensations pour les terres publiques	30	44 071	44 071	44 071	44 071
	31	44 071	44 071	44 071	44 071
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	32	26 298	31 940	31 940	36 898
Cégeps et universités	33				
Écoles primaires et secondaires	34	7 487	7 378	7 378	9 258
	35	33 785	39 318	39 318	46 156
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	36				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	37				
Taxes d'affaires	38				
	39				
	40	77 856	83 389	83 389	90 227
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	41		330	330	319
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	42				
Taxes d'affaires	43				
	44		330	330	319
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	45				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	46				
	47				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48				
Autres	49				
	50				
	51	77 856	83 719	83 719	90 546

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2015	2015	2015	2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	500	500	
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	55 909	63 909	63 909
Enlèvement de la neige	58	55 909	55 909	55 909
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	3 416	3 041	4 656
Réseau de distribution de l'eau potable	68		4 987	
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70		4 987	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71		9 427	9 849
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	9 857		
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	850	1 294	3 770
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	125 941	144 054	138 093

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2015	2015	2015	2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	91				
Sécurité publique					
Police	92				
Sécurité incendie	93				
Sécurité civile	94				
Autres	95				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	96				
Enlèvement de la neige	97				
Autres	98				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	99				
Transport adapté	100				
Transport scolaire	101				
Autres	102				
Transport aérien	103				
Transport par eau	104				
Autres	105				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106				
Réseau de distribution de l'eau potable	107				
Traitement des eaux usées	108		18 662	18 662	
Réseaux d'égout	109				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	110				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	111				
Tri et conditionnement	112				
Autres	113				
Autres	114				
Cours d'eau	115				
Protection de l'environnement	116				
Autres	117				
Santé et bien-être					
Logement social	118				
Sécurité du revenu	119				
Autres	120				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	121				
Rénovation urbaine	122				
Promotion et développement économique	123				
Autres	124				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	125		56 639	56 639	
Activités culturelles					
Bibliothèques	126				
Autres	127				
Réseau d'électricité	128				
	129		75 301	75 301	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2015	2015	2015	2014
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal	130				
Péréquation	131	197 700	197 724	197 724	139 186
Réorganisation municipale	132				
Neutralité	133				
Diversification des revenus	134				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		26 889	26 889	18 190
Programme d'aide financière aux MRC	136				
Autres	137				
	138	197 700	224 613	224 613	157 376
TOTAL DES TRANSFERTS	139	323 641	443 968	443 968	295 469

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	5 961	5 961	2 227
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	5 961	5 961	2 227
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160	6 500	11 973	8 094
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163	2 749	2 749	2 133
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	6 500	14 722	10 227
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	6 500	20 683	12 454

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2015	2015	2015	2014
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale	182		2 570	2 570	3 868
Sécurité publique	183				
Transport					
Réseau routier	184		1 020	1 020	
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	185				
Transport adapté	186				
Transport scolaire	187				
Autres	188				
Autres	189				
Hygiène du milieu	190		2 724	2 724	3 895
Santé et bien-être	191				
Aménagement, urbanisme et développement	192				
Loisirs et culture	193		39 634	39 634	32 366
Réseau d'électricité	194				
	195		45 948	45 948	40 129
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	6 500	66 631	66 631	52 583
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	197	1 000	2 250	2 250	2 890
Droits de mutation immobilière	198	8 000	12 832	12 832	14 995
Droits sur les carrières et sablières	199	5 000	4 350	4 350	8 238
Autres	200				
	201	14 000	19 432	19 432	26 123
AMENDES ET PÉNALITÉS	202				1 004
INTÉRÊTS	203	750	5 697	5 699	4 683
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		2 000	2 000	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206				
Contributions des promoteurs	207				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208				
Contributions des organismes municipaux	209		11 213	11 213	9 762
Autres contributions	210				
Autres	211	47 441	2 292	2 292	2 006
	212	47 441	15 505	15 505	11 768

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	37 510	37 045		37 045	37 045	32 933
Application de la loi	2						
Gestion financière et administrative	3	155 112	184 772	2 974	187 746	187 746	191 473
Greffé	4						6 068
Évaluation	5	28 982	29 282		29 282	29 282	27 203
Gestion du personnel	6	566	100		100	100	100
Autres	7	58 550					
	8	280 720	251 199	2 974	254 173	254 173	257 777
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	60 161	64 675		64 675	64 675	65 157
Sécurité incendie	10	68 031	81 958	24 676	106 634	106 634	89 787
Sécurité civile	11						
Autres	12						
	13	128 192	146 633	24 676	171 309	171 309	154 944
TRANSPORT							
Réseau routier	14	139 731	151 942	34 567	186 509	186 509	217 822
Voirie municipale	15	140 439	144 915		144 915	144 915	113 144
Enlèvement de la neige	16	21 000	26 996	125	27 121	27 121	17 840
Éclairage des rues	17						
Circulation et stationnement							
Transport collectif	18						
Transport en commun	19						
Transport aérien	20						
Transport par eau	21						
Autres	22	301 170	323 853	34 692	358 545	358 545	348 806

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2015	Réalizations 2014	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	58 590	57 569		57 569	50 331	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	35 837	38 126	72 500	110 626	100 621	
Traitement des eaux usées	25	32 141	49 222	37 821	87 043	105 391	
Réseaux d'égout	26						
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	29 715	14 436	146	14 582	13 988	
Élimination	28	70 835	62 280		62 280	56 329	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	18 865	41 203		41 203	33 563	
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39	31 416					
	40	277 399	262 836	110 467	373 303	360 223	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41		4 071		4 071	4 505	
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44		4 071		4 071	4 505	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	48 245	6 684	411	7 095	6 563	
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48		28 551		28 551	26 416	
Tourisme	49		5 500		5 500	8 000	
Autres	50	12 500	8 200		8 200	8 200	
Autres	51						
	52	60 745	48 935	411	49 346	49 179	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015		Réalisations 2015		Réalisations 2015	Réalisations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
53	Centres communautaires	22 131	28 303	9 310	37 613	28 366
54	Patinoires intérieures et extérieures	21 009	23 365		23 365	26 974
55	Piscines, plages et ports de plaisance	26 342	20 495		20 495	26 514
56	Parcs et terrains de jeux	52 684	26 976	13 624	40 600	44 676
57	Parcs régionaux		7 636		7 636	19 522
58	Expositions et foires					
59	Autres		8 961		8 961	5 974
60		122 166	115 736	22 934	138 670	152 026
Activités culturelles						
61	Centres communautaires					
62	Bibliothèques	15 344	10 707		10 707	14 924
	Patrimoine					
63	Musées et centres d'exposition					
64	Autres ressources du patrimoine					
65	Autres	25 225	13 803		13 803	21 066
66		40 569	24 510		24 510	35 990
67		162 735	140 246	22 934	163 180	188 016
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
69	Dettes à long terme					
70	Intérêts	12 500	12 094		12 094	14 080
	Autres frais					
71	Autres frais de financement					
72	Avantages sociaux futurs					
73	Autres	12 500	12 094		12 094	14 080
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74		193 960	196 154	(196 154)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
 Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité de Saint-Fabien-de-Panet (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Lemieux Nolet

LEMIEUX NOLET
Comptables professionnels agréés
S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA permis no A111747

Lac-Etchemin (Québec)

DATE 2016-03-10

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>785 250</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>785 250</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	785 250
------------------	---	---------

Ajouter

Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
--	---	--

Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
--	---	--

Total partiel	4	785 250
----------------------	---	---------

Déduire

Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)

Taxes d'affaires	5	
------------------	---	--

Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
--	---	--

Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
--	---	--

Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	4 514
---	---	-------

Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10		4 514
--	---	--	----	--	-------

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	780 736
---	----	---------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1 <u>65 529 400</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2 <u>65 557 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>65 543 200</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>780 736</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>65 543 200</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6 <u>1</u> , <u>1</u> <u>9</u> <u>1</u> <u>2</u> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253,27 à 253,35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	18 662	18 662	
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6			
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	70 799	70 799	
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14			20 612
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			
Ameublement et équipement de bureau	18			21 001
Machinerie, outillage et équipement divers	19	7 171	7 171	24 142
Terrains	20			
Autres	21			
	22	96 632	96 632	65 755

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement

Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25	18 662	18 662	
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27	70 799	70 799	
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	7 171	7 171	65 755
	34	96 632	96 632	65 755

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	377 400		61 200	316 200
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de					
location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	377 400		61 200	316 200
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au					
remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou					
des municipalités membres	12	225 631		15 296	210 335
De l'ensemble des contribuables ou					
des municipalités membres	13	74 315		8 013	66 302
De la municipalité (Société de					
transport en commun)	14				
	15	299 946		23 309	276 637
Par les tiers (montants affectés au					
remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	16	77 454		37 891	39 563
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	77 454		37 891	39 563
Débiteurs encaissés non encore appliqués					
au remboursement de la dette	20				
	21	77 454		37 891	39 563
Revenus futurs découlant des ententes					
conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	77 454		37 891	39 563
	26	377 400		61 200	316 200
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	377 400		61 200	316 200

Note

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2015	2015	2015	2014
Administration générale					
Application de la loi	1	5 361	5 360	5 360	5 238
Évaluation	2	28 982	28 982	28 982	26 923
Autres	3				
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5		1 482	1 482	1 285
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12		291	291	371
Cours d'eau	13		724	724	596
Protection de l'environnement	14				
Autres	15		31 416	31 416	29 280
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	30 552	13 325	13 325	11 778
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20		12 730	12 730	12 386
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité					
	24				
	25	64 895	94 310	94 310	87 857

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale					
Cadres et contremaîtres	1	1,00	35,00	***	***
Professionnels	2			***	***
Cols blancs	3	0,50	15,00	***	***
Cols bleus	4	2,75	40,00	***	***
Policiers	5			***	***
Pompiers	6	19,00	1,50	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***
Élus	8	23,25		***	***
	9	7,00		20 599	4 847
	10	30,25		***	***
					25 446

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	3 041			3 041
Réseau de distribution de l'eau potable	13	1 456	3 531		4 987
Traitement des eaux usées	14		13 213		18 662
Réseaux d'égout	15	1 456	3 531		4 987
Autres	16	354 358	1 294		412 291
	17	360 311	62 088	21 569	443 968

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Charges avant amortissement	Amortissement des immo- bilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	-	=		
Administration générale						
Application de la loi	27	53	78	105		131
Évaluation	28	54	80	106	29 282	132
Autres	29	55	81	107	222 321	133
	30	56	82	108	251 603	134
Sécurité publique						
Police	31	57	83	109	64 675	135
Sécurité incendie	32	58	84	110	100 673	136
Sécurité civile	33	59	85	111		137
Autres	34	60	86	112		138
	35	61	87	113	165 348	139
Transport						
Réseau routier						
Voirie municipale	36	62	88	114	185 489	140
Enlèvement de la neige	37	63	89	115	144 915	141
Autres	38	64	90	116	27 121	142
Transport collectif	39	65	91	117		143
Autres	40	66	92	118		144
	41	67	93	119	357 525	145
Hygiène du milieu						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	42	68	94	120	57 569	146
Réseau de distribution de l'eau potable	43	69	95	121	110 626	147
Traitement des eaux usées	44	70	96	122	87 043	148
Réseaux d'égout	45	71	97	123		149
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés	46	72	98	124	63 637	150
Matières recyclables	47	73	99	125	36 982	151
Autres	48	74	100	126		152
Cours d'eau	49	75	101	127		153
Protection de l'environnement	50	76	102	128		154
Autres	51	77	103	129		155
	52	78	104	130	355 857	156
	53	79	105	131	10 087	157

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Charges avant amortissement		Amortissement des imobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
		+		=		-		=		=		
Santé et bien-être												
Logement social	157	4 071	172	187	4 071	202		217	4 071	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203		218		233		
Autres	159		174	189		204		219		234		
	160	4 071	175	190	4 071	205		220	4 071	235		
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	6 684	176	411	7 095	206		221	7 095	236		
Rénovation urbaine	162		177	192		207		222		237		
Promotion et développement économique	163	34 051	178	193	34 051	208		223	34 051	238		
Autres	164	8 200	179	194	8 200	209		224	8 200	239		
	165	48 935	180	411	49 346	210		225	49 346	240		
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	115 736	181	22 934	138 670	211		226	99 036	241		
Activités culturelles	167	10 707	182	197	10 707	212		227	10 707	242		
Bibliothèques	168	13 803	183	198	13 803	213		228	13 803	243		
Autres												
	169	140 246	184	22 934	163 180	214		229	123 546	244		
	170		185	200		215		230		245		
Réseau d'électricité												
	171	1 177 773	186	196 154	1 373 927	216		231	1 307 296	246		
												12 094

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	96 632	65 739
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	96 632	65 739

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	305 377	366 308
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	305 377	366 308
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	106 044	4 859
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(8 353)
Activités d'investissement	6		(57 437)
Excédent de fonctionnement affecté	7	32 000	
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	138 044	(60 931)
Solde à la fin de l'exercice	12	443 421	305 377
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	32 000	32 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	32 000	32 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	(32 000)	
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(32 000)	
Solde à la fin de l'exercice	22		32 000
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	34 788	26 550
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	34 788	26 550
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	4 350	8 238
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	4 350	8 238
Solde à la fin de l'exercice	31	39 138	34 788

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**2015****2014****Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Solde au début de l'exercice	32	(	)	(	)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33				
Solde redressé au début de l'exercice	34	(	)	(	)

Augmentation de l'exercice

Avantages sociaux futurs					
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007					
Régimes capitalisés	35	(	)	(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007					
Régimes capitalisés					
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(	)	(	)
Autres	37	(	)	(	)
Régimes non capitalisés	38	(	)	(	)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39	(	)	(	)
Frais d'assainissement des sites contaminés	40	(	)	(	)
Mesures transitoires relatives à la TVQ					
Utilisation du fonds général	41	(	)	(	)
Utilisation du fonds de roulement	42	(	)	(	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43	(	)	(	)
Autres	44	(	)	(	)
	45	(	)	(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement					
Mesure transitoire relative à la TVQ	46	(	)	(	)
Autre financement	47	(	)	(	)
	48	(	)	(	)

Diminution de l'exercice

Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49				
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50				
	51				

Solde à la fin de l'exercice	52	(	)	(	)
-------------------------------------	-----------	----------	----------	----------	----------

Financement des investissements en cours

Solde au début de l'exercice	53				
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54				
Solde redressé au début de l'exercice	55				

Ajouter (déduire)

Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56				
Virements					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57				
Excédent de fonctionnement affecté	58				
Réserves financières et fonds réservés	59				
	60				

Solde à la fin de l'exercice	61				
-------------------------------------	-----------	--	--	--	--

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs

Solde au début de l'exercice	62	3 594 351	3 684 157
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63		
Solde redressé au début de l'exercice	64	3 594 351	3 684 157

Ajouter (déduire)

Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	65		
Excédent de fonctionnement affecté	66		
Variation résiduelle de l'exercice	67	(76 213)	(89 806)
Solde à la fin de l'exercice	68	3 518 138	3 594 351

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	
	5	
Diminution	6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	

SOLDES DISPONIBLES DES RÉGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	6 2	3	4	5 ()	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15	6 16	17	18	19 ()	20	21
							6

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Taxes générales****Du 100 \$ d'évaluation**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	0 , 7 4 6 7 \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	, \$
Catégorie des immeubles industriels	5	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	, \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	0 , 0 0 3 3 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	, \$
Catégorie des immeubles industriels	12	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	, \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	, \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	, \$
Catégorie des immeubles industriels	19	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	, \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	, \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	, \$
Catégorie des immeubles industriels	26	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	, \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
 (Montant fixe)
Par unité de logement

Eau	1	, \$
Égout	2	, \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	, \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Fonctionnement aqueduc et égout	,5500	1	desservi
Fonctionnement aqueduc et égout	5,1073	3	desservi
Service dette aqueduc et égout	2,3730	3	desservi
Service dette aqueduc et égout	1,6400	3	terrain vague, desservi
Fonctionnement aqueduc et égout	55,0000	4	desservi
Vidanges des fosses septiques	102,0000	4	non desservi

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 ☒	2 ☐	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☒	4 ☐	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 ☐	6 ☒	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 ☐	8 ☒	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 ☐	12 ☒	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 ☒	16 ☐	
Si oui, indiquer le montant.	17		17 347 \$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 ☐	19 ☒	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 ☒

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 ☒	24 ☐	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 ☒	26 ☐	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 ☐	28 ☒	29 ☐
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 ☐	31 ☒	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 ☐	33 ☒	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 195, rue Bilodeau
(no) (rue)
Saint-Fabien-de-Panet G0R 2J0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 249-4471
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 249-4470
(ind. rég.) (numéro)

Courriel munpanet@globetrotter.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Julie Lapointe

Téléphone (418) 249-4471
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 249-4470
(ind. rég.) (numéro)

Courriel munpanet@globetrotter.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Lemieux Nolet, S.E.N.C.R.L.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 212-G, 2e Avenue
(no) (rue)
Lac-Etchemin G0R 1S0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 625-1991
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 625-1993
(ind. rég.) (numéro)

Courriel julie.roy@ln.ca

Responsable du dossier Julie Roy, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015	1	
Facteur comparatif	2	
Valeur uniformisée	3	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Julie Lapointe , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Fabien-de-Panet pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-04 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-Fabien-de-Panet .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Fabien-de-Panet consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Fabien-de-Panet détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 34 231 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,1912 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-03-11 08:29:30

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Saint-Fabien-de-Panet

Affaires municipales
et Occupation
du territoire

Québec 

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Revenus							
Fonctionnement	1	1 230 118	1 246 770	1 344 901	826		1 344 903
Investissement	2	4 983		75 301			75 301
	3	1 235 101	1 246 770	1 420 202	826		1 420 204
Charges	4	1 377 600	1 417 421	1 386 021	776		1 385 973
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(142 499)	(170 651)	34 181	50		34 231
Moins : revenus d'investissement	6	(4 983)	()	(75 301)	()	()	(75 301)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(147 482)	(170 651)	(41 120)	50		(41 070)
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations	8	192 455	193 960	196 154	5		196 159
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9						
Remboursement de la dette à long terme	10	(23 109)	(23 309)	(23 309)	()	()	(23 309)
Affectations							
Activités d'investissement	11	(17 120)	()	(21 331)	()	()	(21 331)
Excédent (déficit) accumulé	12	115		(4 350)			(4 350)
Autres éléments de conciliation	13						
	14	152 341	170 651	147 164	5		147 169
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	4 859		106 044	55		106 099

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.
Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	189 757	243 827	243 836
Autres	2	381 549	400 819	401 253
	3	571 306	644 646	645 089
Passifs				
Dette à long terme	4	377 400	316 200	316 200
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	114 146	114 983	115 003
	7	491 546	431 183	431 203
Actifs financiers nets (dette nette)	8	79 760	213 463	213 886
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	3 873 653	3 774 131	3 774 136
Autres	10	13 103	13 103	13 110
	11	3 886 756	3 787 234	3 787 246
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	305 377	443 421	443 836
Excédent de fonctionnement affecté	13	32 000		15
Réserves financières et fonds réservés	14	34 788	39 138	39 138
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	) (	) (	) (
Financement des investissements en cours	16			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	3 594 351	3 518 138	3 518 143
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			
	19	3 966 516	4 000 697	4 001 132

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
-	20		
- Projet St-Fabien se démarque	21		12 000
- Ascenseur au Centre Culturel	22		20 000
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
	29		32 000
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés	30	15	
	31	15	32 000
Réserves financières	32		
Fonds réservés	33	39 138	34 788
	34	39 153	66 788

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	752 927	776 582	785 250	785 250
Compensations tenant lieu de taxes	2	90 546	77 856	83 719	83 719
Quotes-parts	3				
Transferts	4	295 469	323 641	368 667	368 667
Services rendus	5	52 583	6 500	66 631	66 631
Autres	6	38 593	62 191	40 634	40 636
	7	1 230 118	1 246 770	1 344 901	1 344 903
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10			75 301	75 301
Autres	11	4 983			
	12	4 983		75 301	75 301
	13	1 235 101	1 246 770	1 420 202	1 420 204

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalisations 2015	Réalisations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	28 982	29 282	29 282	29 282	27 203
Autres	2	251 738	221 917	2 974	224 891	230 574
Sécurité publique						
Police	3	60 161	64 675		64 675	65 157
Sécurité incendie	4	68 031	81 958	24 676	106 634	89 787
Autres	5					
Transport						
Réseau routier	6	301 170	323 853	34 692	358 545	348 806
Transport collectif	7					
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	126 568	144 917	110 321	255 238	256 343
Matières résiduelles	10	119 415	117 919	146	118 017	103 880
Autres	11	31 416				
Santé et bien-être	12		4 071		4 071	4 505
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	48 245	6 684	411	7 095	6 563
Promotion et développement économique	14	12 500	34 051		34 051	34 416
Autres	15		8 200		8 200	8 200
Loisirs et culture	16	162 735	140 246	22 934	163 180	188 016
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	12 500	12 094		12 094	14 080
Amortissement des immobilisations	19	193 960	196 154	(196 154)		
	20	1 417 421	1 386 021	1 386 021	1 385 973	1 377 530

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3